



CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO E-E64360

VALABLE JUSQU'AU 20/12/2026

ÉDITÉ LE 22/12/2025

SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 01/04/1981

Forme juridique : SAS

DEPUIS LE 20/02/2007

Capital : 1 000 000

Registre du commerce ou répertoire des métiers :

RC LORIENT 321 933 616 RCS

Siret : 321 933 616 00013

Code NACE : 4322B

Numéro caisse de congés payés : 8133961

Assurance Responsabilité Travaux :

ALLIANZ IARD 62.899.622

Assurance Responsabilité Civile :

ALLIANZ IARD 62.899.622

Situation fiscale et sociale : A jour au 31/07/2025

Raison sociale : ENTREPRISE GUIBAN SA

282 RUE DE KERLO
ZI KERPONT
CS 40021
56850 CAUDAN

Téléphone : 02 97 76 05 88

Fax :

Portable : 02 97 76 05 88

Site Internet : <http://www.linkedin.com/in/entreprise-guiban-caudan-1a545a161/>

E-mail : secretariat@guiban.fr

Responsabilité légale :

L G FINANCES (508 966 348) / ALLEARD BRUNO PRÉSIDENT

Effectif moyen : 133 Tranche de classification : EFF5

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
5132	Installation de chauffe-eau solaire dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m ²	01/02/2023
5213	Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m ² MentionRGE	24/11/2022
5312	Installation de vmc en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m ² MentionRGE	24/11/2022

Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
o Chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz	24/11/2022
o Chauffage et/ou eau chaude solaire	05/10/2022
o Radiateurs électriques, dont régulation.	24/11/2022
o Ventilation mécanique	24/11/2022

* ou du plus récent renouvellement

LE PRÉSIDENT
DE QUALIBAT

Gérard SÉNIOR

SIGNATURE
DU TITULAIRE

La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.

1/1